

Statement

Secretary of
State for
External Affairs



Déclaration

Secrétaire
d'État aux
Affaires
extérieures

91/21

SOUS RÉSERVE DE MODIFICATIONS

NOTES POUR UNE ALLOCUTION

DE L'HONORABLE BARBARA MCDOUGALL,
SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES
ET PRÉSIDENTE DU CONSEIL DES GOUVERNEURS,

À L'OCCASION

DE LA 24^E ASSEMBLÉE ANNUELLE

DE

LA BANQUE ASIATIQUE DE DÉVELOPPEMENT

Vancouver (Colombie-Britannique)
Le 24 avril 1991

Monsieur le Président, Messieurs les Gouverneurs, distingués invités,

C'est avec grand plaisir que je vous souhaite la bienvenue à la 24^e assemblée du Conseil des gouverneurs de la Banque asiatique de développement à Vancouver. Je suis tout particulièrement heureuse d'accueillir parmi nous deux nouveaux membres, la Mongolie et la Turquie, qui viennent de se joindre à nos rangs.

Je me réjouis de voir mes collègues du Conseil, les membres et les associés de cette prestigieuse institution réunis cette semaine à Vancouver. Je voudrais remercier les gens d'ici et le gouvernement de la Colombie-Britannique, qui n'ont pas ménagé les efforts pour assurer le succès de cette assemblée, ainsi que nos honorables collègues de la Banque avec qui nous avons très étroitement collaboré. Nous sommes impatients de voir les discussions commencer et d'entendre notre distingué président, M. Kimimasa Tarumizu, parler des activités de la Banque depuis notre dernière réunion en Inde.

L'intérêt que le Canada porte à la région Asie-Pacifique a de solides racines. Pendant plus d'un siècle, le port de Vancouver a été la première image du Canada qu'apercevaient des dizaines de milliers de colons arrivant d'Asie. La plupart d'entre eux se sont installés au Canada et ont aidé à la construction du pays, tout en créant des communautés asiatiques riches et diversifiées et en devenant partie intégrante de la mosaïque culturelle qu'est le Canada.

Le Canada est un pays du Pacifique. Il a profité de ces liens historiques et culturels pour nouer et développer des rapports économiques et commerciaux avec l'Asie, de telle sorte que ces rapports importent pour lui désormais autant que ceux qu'il entretient avec l'Europe.

* L'Asie l'emporte sur la Communauté européenne pour ce qui est du volume des échanges commerciaux avec le Canada.

* L'Asie représente pour le Canada le marché d'exportation connaissant la croissance la plus rapide.

* De nombreuses entreprises canadiennes ont investi des capitaux importants dans toute l'Asie, dans l'électronique, les mines, les banques, le pétrole et le gaz.

* C'est de l'Asie que vient le plus grand nombre d'immigrants au Canada.

N'oublions pas non plus que l'Asie est devenue une importante source de capitaux pour le Canada, des sommes considérables ayant été investies chez nous dans l'industrie de l'automobile, le secteur pétrolier, l'immobilier, les services

financiers, les mines, les pâtes et papiers. En fait, l'importance grandissante du Canada et de l'Asie l'un pour l'autre et la maturité de cette relation montrent avec quelle rapidité le monde devient de plus en plus interdépendant.

Vu la profondeur et la diversité de ces liens, il n'est pas étonnant que les relations du Canada avec la région Asie-Pacifique constituent un des fondements de sa politique commerciale et extérieure.

Le Canada a donc été très honoré et heureux d'être choisi pour présider le Conseil des gouverneurs à la dernière assemblée annuelle à New Delhi. Je suis enchantée d'être parmi vous aujourd'hui, et je ferai de mon mieux pour m'acquitter de mes responsabilités.

Le Canada croit que la Banque asiatique de développement fait partie intégrante de l'action menée à l'échelle mondiale pour favoriser le développement et améliorer le réseau des institutions régionales. Notre qualité de membre nous oblige à fournir sans réserve connaissances, savoir-faire et conseils réfléchis, au moment où nous examinons les défis auxquels la région fait face.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, cette assemblée annuelle se tient à une époque difficile et incertaine de l'histoire du monde, une époque pourtant qui, paradoxalement, laisse entrevoir un avenir très prometteur. La collectivité des nations a su préserver la paix et la sécurité dans le Golfe, mais elle a dû payer un lourd tribut socio-économique, et elle mesure aujourd'hui toute l'horreur de la tragédie humaine que le conflit a engendrée. Les événements survenus en Europe de l'Est et en Union soviétique ont eux aussi retenu l'attention du monde et ils présentent de nouveaux défis.

Nous assumons tous une responsabilité en commun : transcender l'immédiat et élaborer des stratégies à long terme pour édifier le monde dont nous rêvons. C'est pourquoi je me tourne aujourd'hui vers l'avenir pour réfléchir aux défis qui se poseront à l'Asie, à ses partenaires et à la Banque asiatique de développement au cours des 10 prochaines années.

On imaginait autrefois le monde comme un ensemble de sociétés autonomes. À un rythme qui va en s'accélégrant, nous faisons face au défi de l'intégration économique mondiale. Le volet économique du programme d'action mondial l'emporte désormais sur la dimension politique, et c'est ce que traduisent la mondialisation des investissements, de la production et des marchés, ainsi que l'accroissement correspondant de l'intégration et de l'interdépendance économiques.

Notre défi consiste à ne pas nous laisser dépasser par les événements. Nous devons créer les moyens et les institutions voulus pour gérer les rapports complexes entre les gouvernements, les personnes, les sociétés commerciales, les entrepreneurs et les banques. La promotion d'économies de marché ouvertes adaptées à un monde interdépendant est devenue la tâche clé à laquelle nous devons nous consacrer avec toute notre énergie.

C'est en Asie et dans les relations qu'elle entretient avec le reste du monde que l'effet des forces nous poussant à l'intégration est le plus évident. Le formidable succès économique de nombreux pays de la région et l'explosion des rapports commerciaux ainsi que des échanges et des investissements (dans les deux sens) en matière de technologie et d'information ont transformé vos relations avec le reste du monde.

L'Asie est également une région aux nombreux contrastes. Le dynamisme dont j'ai parlé plus tôt se juxtapose à un niveau élevé de pauvreté et à des problèmes importants de développement. L'Asie est le foyer de 500 millions des plus démunis de ce monde. Au cours de la prochaine décennie, il nous incombe donc de mettre en place des mécanismes régionaux et sous-régionaux de coopération pour favoriser la croissance et le développement, et pour contenir les tensions qu'engendrera inévitablement ce processus. Nous devons veiller à ce que les institutions ainsi créées contribuent à susciter le dialogue et la compréhension dans la collectivité internationale. Plus que dans le monde «bipolaire» d'hier, il est essentiel, dans notre monde «multipolaire», que tous épousent la cause du multilatéralisme.

L'Asie dispose déjà, bien sûr, de divers mécanismes consultatifs dynamiques fonctionnant bien. Le Canada entretient un dialogue très suivi avec l'ANASE (Association des nations de l'Asie du Sud-Est) et il prend part aussi avec fierté et ardeur aux activités de la CEAP (Coopération économique Asie-Pacifique). Ces remarquables institutions ont grandement contribué à stimuler la coopération et le dialogue en Asie et dans tout le Pacifique.

Le Canada applaudit aux efforts toujours plus grands que l'Asie déploie pour susciter le dialogue et, en proposant d'instaurer un dialogue sur la sécurité coopérative dans le Pacifique Nord, il cherche à ajouter une autre dimension à ce dialogue et à favoriser la stabilité à long terme.

La sécurité de l'Asie dans l'avenir dépendra beaucoup des efforts de coopération que l'on accomplira pour parer aux dangers qui peuvent compromettre la stabilité de la région et des pays la constituant, dangers comme la dégradation de l'environnement, la pollution, la pauvreté, l'incompétence gouvernementale et les troubles civils. La Banque asiatique de développement a un rôle clé à jouer dans ce contexte.

Si nous réfléchissons aux tâches immédiates de la Banque - tout en nous rappelant que la réponse à donner aux problèmes actuels doit prendre en compte les perspectives et les stratégies à long terme -, nous verrons se dégager quatre grands thèmes.

Premièrement, comment l'Asie peut-elle continuer à croître aussi rapidement face au ralentissement économique observé dans les pays de l'OCDE (Organisation de coopération et de développements économiques) et face à l'avenir incertain de l'Amérique latine et de l'Europe de l'Est ?

Dans les pays qui luttent pour conserver ou rétablir une base économique stable, la Banque doit pallier au manque de ressources tout en appuyant les réformes économiques à long terme. Compter davantage sur les rouages du marché, stimuler l'entreprise et les investissements, accroître le commerce extérieur et, selon les besoins, déréglementer l'économie ou privatiser les sociétés d'État, voilà autant de volets importants de l'action à poursuivre!

À l'égard des pays bien engagés sur la voie d'une croissance durable, la Banque assume un rôle clé, à savoir soutenir l'ajustement continu de l'économie et l'utilisation efficace des ressources. On ne saurait trop insister sur la nécessité vitale, pour le pays et la Banque, d'adopter des politiques judicieuses et une stratégie à long terme. Ne tombons pas dans le piège des solutions hâtives ne procurant que des gains provisoires.

L'expérience a montré à maintes reprises que ces politiques sont des ingrédients essentiels à la croissance soutenue et à la compétitivité dans une économie «mondialisée». Ce sont des composantes d'une économie mondiale bien rodée et bien intégrée.

Afin d'accroître l'interdépendance, il faut instaurer, sur les plans économique et commercial, un régime multilatéral sain, fondé sur des règles claires et prévisibles que tous comprennent et respectent. L'Asie a énormément profité de la libéralisation progressive des échanges commerciaux mondiaux, et dans l'avenir, sa croissance sera fonction du maintien de ces conditions. Un renforcement du protectionnisme et des obstacles au commerce constituerait un grand pas en arrière, notamment pour des pays membres de la région, qui sont en voie de développement.

* En notre qualité de gouverneurs, nous devons veiller à ce que nos pays se fassent les champions du libre-échange et travaillent à la réussite des négociations du GATT.

* En notre qualité de gouverneurs, il nous incombe de garantir que les politiques de la Banque et de ses membres favorisent le développement des économies fondées sur un régime sain de liberté des échanges.

* En notre qualité de gouverneurs, nous devons nous assurer que les ententes commerciales ou les institutions régionales sont en harmonie avec l'ensemble de l'appareil multilatéral.

Deuxièmement, nous devons reconnaître l'importance d'encourager le progrès de la démocratie en Asie et dans le reste du monde. Récemment, un renforcement marqué des institutions démocratiques s'est produit en Asie, parallèlement à l'évolution vers une saine économie de marché. Le Bangladesh est revenu à la démocratie, et au Népal, celle-ci a bénéficié d'une ouverture historique. Au Pakistan, une première, nous avons assisté à une passation des pouvoirs d'un gouvernement civil à un autre. Nous saluons Madame Aquino qui a su convaincre le peuple philippin de croire de nouveau en la valeur des institutions démocratiques. Des progrès manifestes s'accomplissent dans une grande partie du continent, mais nous devons poursuivre nos efforts pour que toute la région finisse par en bénéficier.

Le développement de la démocratie doit se faire d'une manière qui encourage la participation de tous les membres de la société. Il s'agit d'un processus complexe et permanent qui dépasse de loin la simple tenue d'élections : il doit reposer sur des institutions viables et une administration publique capable de bien gouverner. Le développement de la démocratie et le progrès économique généralisé représentent deux processus complémentaires qui se renforcent mutuellement et qui sont essentiels à l'édification de sociétés fortes. La Banque doit travailler de concert avec ses membres pour favoriser une telle évolution.

Troisièmement, il faut poser la question de l'environnement mondial. Monsieur le Président, il faut féliciter la Banque asiatique de développement d'avoir su intégrer à ses programmes une stratégie écologique de grande envergure. La conjoncture environnementale pose des défis de taille à la région, et il importe que la Banque s'en préoccupe au premier chef. Elle doit s'assurer que les populations et les organisations non gouvernementales locales sont consultées tôt sur les incidences environnementales des projets envisagés. Nous applaudissons à la création du nouveau Bureau de l'environnement et comptons bien obtenir un rapport annuel sur les activités de la Banque en matière environnementale.

Enfin, le Canada se réjouit particulièrement de lire, dans le Rapport annuel, un compte rendu spécial sur l'éducation. Il est convaincu que l'éducation est essentielle à l'amélioration de la qualité de vie et à une croissance économique équitable.

Permettez-moi, Monsieur le Président, de lire ici un extrait de votre propre rapport :

[TRADUCTION] Les faits ne manquent pas pour prouver que l'éducation élémentaire, d'une part, et, d'autre part, le développement socio-économique et la lutte contre la pauvreté sont fortement corrélés. En général, les adultes ayant reçu une telle éducation ont des revenus plus élevés, la productivité de leur exploitation agricole est supérieure, ils ont des familles moins nombreuses et ils bénéficient d'une meilleure santé et d'une meilleure alimentation.

Voilà précisément les résultats qu'il faut obtenir dans beaucoup de pays asiatiques, où une si grande partie des pauvres du monde vivent encore.

La Banque doit par ailleurs se pencher plus résolument sur les conséquences du sort réservé aux femmes dans le processus de développement. Quant à lui, le Canada est déçu par les piètres efforts que la Banque a déployés jusqu'ici pour acquérir les compétences, la formation et les programmes nécessaires afin d'intégrer ce facteur dans la conception des projets. Sans un coup de barre en ce sens (fondamentalement, cela nécessite l'embauche d'un plus grand nombre de femmes spécialistes et une intervention plus active de la part de l'unité chargée de la condition féminine), les progrès qu'espèrent les pays membres de la Banque demeureront incomplets.

Monsieur le Président, Messieurs les gouverneurs, il nous incombe de veiller à ce que la Banque dispose des ressources humaines et financières voulues et de l'orientation politique et stratégique nécessaire pour que nous puissions atteindre nos objectifs et réaliser nos rêves.

La Banque asiatique de développement pourrait bien devenir d'ici peu la seule banque régionale de développement dont les plus importants contributeurs de capitaux ordinaires et de ressources concessionnelles appartiennent à la région même. Il faut encourager cette évolution, car elle montre clairement tout le potentiel de l'Asie en tant que chef de file sur la scène mondiale.

Monsieur le Président,

Il convient de louer la Banque pour les excellents résultats qu'elle a obtenus en 1990 et tant d'autres fois aussi dans le passé, et pour l'aide qu'elle a fournie à ses membres dont les besoins évoluaient au fil des événements. Je tiens tout particulièrement à mentionner les pénibles conséquences que la crise du Golfe a eues pour tant de populations et de pays d'Asie, surtout que certains étaient déjà en difficulté. La Banque a

réagi rapidement aux résolutions de l'ONU et a épaulé les efforts bilatéraux et multilatéraux déployés de part et d'autre. Les effets de la crise se feront sentir pendant un certain temps; il faudra donc les surveiller de près et assurer un soutien encore plus grand aux pays éprouvés.

Tout comme l'Asie même, la Banque traverse une période d'examen de conscience et de transformation. Elle reconnaît qu'elle doit changer elle aussi, et c'est pourquoi les gouverneurs ont commandé un rapport d'un groupe spécial sur le rôle de la Banque asiatique de développement dans les années 1990. Tous ont convenu que ce rapport dresse un plan d'action pour la Banque.

La façon dont la Banque asiatique de développement a favorisé la croissance économique phénoménale de l'ensemble de la région lui a valu une réputation enviable; elle est par ailleurs très respectée en tant qu'institution financière. Cependant, le rapport du groupe spécial donne à la Banque une nouvelle orientation pour aborder les problèmes des 500 millions de personnes vivant encore dans la pauvreté. En particulier, il préconise que la Banque fasse davantage pour aider les pauvres, pour améliorer les conditions sociales et pour protéger l'environnement naturel.

À mon avis, la Banque doit chercher sans tarder à assumer un rôle encore plus efficace dans une région en pleine évolution. D'abord et avant tout, elle doit être prête à intervenir davantage sur le plan stratégique et à se restructurer en conséquence. Il lui faut remplir un rôle dynamique dans l'élaboration des politiques de la région. Le moment est venu pour elle de se délester de la réticence qui l'empêcherait de guider les pays membres emprunteurs pendant les réformes qu'ils devront mener à bien pour faire face aux nouveaux défis qui les attendent déjà. L'enjeu n'est pas la souveraineté des pays. L'enjeu, c'est l'instauration d'un climat de confiance mutuelle et de direction commune entre la Banque et les pays membres. Et cette conviction nous amène à la conclusion que les échanges sur la politique à adopter doivent s'imposer plus clairement comme cadre des stratégies de prêts de la Banque à l'égard de ses membres.

Les gouverneurs doivent adopter une position solide et claire sur ces questions. Monsieur le Président, je veux que vous sachiez que nous sommes vos plus ardents apôtres; ce ne sont pas les encouragements qui vous manqueront ici, à Vancouver! Nous prenons notre rôle au sérieux lorsqu'il s'agit d'élaborer la politique de la Banque et quand il nous faut statuer sur elle en tant qu'arbitres de dernier ressort; nous délimitons le cadre dans lequel la Banque peut fonctionner.

À la faveur de nos discussions, ici à Vancouver, sur le réapprovisionnement du Fonds asiatique de développement, nous nous sommes rapprochés d'un accord visant à fournir à des conditions de faveur des ressources considérables aux membres emprunteurs plus pauvres. Nous prévoyons aussi qu'il faudra bientôt accroître encore les capitaux généraux de la Banque.

La région Asie-Pacifique occupe maintenant une place prépondérante dans le monde, et à juste titre.

Le progrès économique de l'Asie a suscité d'énormes avantages, mais il a également donné lieu à des responsabilités tout aussi grandes. Le Canada et l'Asie sont partenaires depuis fort longtemps, et c'est pourquoi notre pays demeure disposé à partager ces responsabilités. La Banque asiatique de développement mérite son excellente réputation, mais il lui reste encore beaucoup à faire. Sans plus tarder, je déclare donc l'assemblée ouverte et je vous invite à collaborer ensemble pour relever tous les défis que je viens d'évoquer.